

Commissions

Sécurité du rail

COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE D'EXAMINER LES CONDITIONS DE SÉCURITÉ DU RAIL EN BELGIQUE À LA SUITE DU DRAMATIQUE ACCIDENT SURVENU À BUIZINGEN

Président : M. David Geerts

➤ **LUNDI 13 DÉCEMBRE 2010**

1. Introduction par les experts de la commission spéciale sur la période 2001-2004.
2. Auditions portant notamment sur les rapports des experts de la commission spéciale, de la European Railway Agency et de la Cour des comptes :
 - M. Karel Vinck (administrateur délégué de la SNCB de 2002 à 2004);
 - M. Alain Deneef (président du conseil d'administration de la SNCB de 2002 à 2004);
 - Exposés introductifs.
 - Sont intervenus : M. Rachid Madrane, Mme Valérie De Bue, MM. Ronny Balcaen, Jef Van den Bergh, Mme Ine Somers, M. Christophe Bastin, Mme Linda Musin et MM. Tanguy Veys, David Geerts et Steven Vandeput
3. Échange de vues concernant les auditions.

➤ **MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010**

1. Introduction par les experts de la commission spéciale sur la période de 2005 à aujourd'hui.
2. Auditions portant notamment sur les rapports des experts de la commission spéciale, de la European Railway Agency et de la Cour des comptes :
 - M. Jean-Claude Fontinoy (président du conseil d'administration de la SNCB-Holding de 2005 à aujourd'hui);
 - M. Antoine Colpaert (président du conseil d'administration d'Infrabel de 2005 à 2009) et Mme Christine Vanderveeren (présidente du conseil d'administration d'Infrabel de 2009 à aujourd'hui);
 - Mme Edmée Degroeve (présidente du conseil d'administration de la SNCB de 2005 à 2009) et Mme Laurence Bovy (présidente du conseil d'administration de la SNCB de 2009 à aujourd'hui);
 - Les auditions ont été suivies d'un échange de vues. Sont intervenus : M. Ronny Balcaen, Mme Valérie De Bue, MM. Steven Vandeput, Éric Thiébaud, Christophe Bastin, Jef Van den Bergh, Mme Ine Somers, MM. David Geerts, Tanguy Veys et Mme Linda Musin.

Prochaine réunion : lundi 20 décembre 2010.

Commission spéciale “Abus sexuels”

COMMISSION SPÉCIALE RELATIVE AU TRAITEMENT D'ABUS SEXUELS ET DE FAITS DE PÉDOPHILIE DANS
UNE RELATION D'AUTORITÉ, EN PARTICULIER AU SEIN DE L'ÉGLISE

Présidente : Mme Karine Lalieux

➤ **LUNDI 13 DÉCEMBRE 2010**

1. Audition de Mgr. Arthur Luysterman, ancien référent désigné au sein de l'Église dans les dossiers d'abus sexuels.

- L'exposé de Mgr. Arthur Luysterman a été suivi d'un échange de vues avec les membres.

2. Audition de Mgr. Guy Harpigny, évêque de Tournai et référent désigné au sein de l'Église dans les dossiers d'abus sexuels.

- L'exposé de Mgr. Guy Harpigny a été suivi d'un échange de vues avec les membres.

3. Audition de Mgr. Johan Bonny, évêque d'Anvers et référent désigné au sein de l'Église dans les dossiers d'abus sexuels.

- L'exposé de Mgr. Johan Bonny a été suivi d'un échange de vues avec les membres.

➤ **MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010**

1. Auditions de :

- Mgr. Aloys Jousten, évêque de Liège;

- L'exposé de Mgr. Aloys Jousten a été suivi d'un échange de vues avec les membres.

- Mgr. Luc Van Looy, évêque de Gand ;

- L'exposé de Mgr. Luc Van Looy a été suivi d'un échange de vues avec les membres.

- Mgr. Jozef De Kesel, évêque de Bruges ;

- L'exposé de Mgr. Jozef De Kesel a été suivi d'un échange de vues avec les membres.

- Mgr. Patrick Hoogmartens, évêque de Hasselt ;

- L'exposé de Mgr. Patrick Hoogmartens a été suivi d'un échange de vues avec les membres.

- Mgr. Remy Vancottem, évêque de Namur ;

- L'exposé de Mgr. Remy Vancottem a été suivi d'un échange de vues avec les membres.

2. Ordre des travaux.

Prochaine réunion : mardi 21 décembre 2010.

Economie

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L'ÉDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

Présidente : Mme Liesbeth Van der Auwera

➤ **MARDI 14 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 181), n° 771/1. (Continuation).
(Rapporteur : Mme Kattrin Jadin).

- La discussion des articles a été clôturée.
- Un amendement (n° 4) a été déposé par Mme Gerkens.
- Cet amendement a été retiré.
- L'article 181 a été adopté à l'unanimité.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 9 à 19), n° 771/1.

- Rapporteur : Mme Kattrin Jadin.
- Exposé introductif du ministre pour l'Entreprise et la Simplification.
- La discussion des articles a été clôturée.
- Des amendements ont été déposés par Mme Lalieux et consorts, Mme Vanheste et M. Uyttersprot.
- L'amendement n° 7 a été rejeté et l'amendement n° 9 a été retiré.
- Les amendements n°s 1 à 3, ainsi que les articles 9 à 19, tels qu'amendés, ont été adoptés.

3. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 47 à 50), n° 771/1.

- Rapporteur : Mme Karine Lalieux.
- Exposé introductif par le collaborateur du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles.
- La discussion des articles a été clôturée.
- Les articles 47 à 50 ont été adoptés à l'unanimité.

4. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 168 à 178), n° 771/1.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Catherine Fonck, Joseph George) modifiant la loi du 11 avril 2003 sur les provisions constituées pour le démantèlement des centrales nucléaires et pour la gestion des matières fissiles irradiées dans ces centrales, n° 680/1.

- Rapporteur : Mme Karine Lalieux.
- Exposés introductifs du ministre du Climat et de l'Energie et de M. Joseph George.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Des amendements ont été déposés par M. Deleuze et consorts, M. George, M. Van Noppen et consorts et Mme Van der Auwera et consorts.
- Les amendements (n°s 5, 6, 8, 11 et 13) ont été rejetés.
- Les amendements n°s 10 et 12 ont été retirés.

- L'amendement n° 14, ainsi que les articles 168 à 178, tels qu'amendés, ont été adoptés.
- L'ensemble des dispositions soumises à l'examen de la commission, y compris quelques corrections de texte, a été adopté par 7 voix et 3 abstentions.
- La proposition de loi jointe (n° 680) devient dès lors sans objet.

Prochaine réunion : mardi 21 décembre 2010.

Climat et Développement durable

COMMISSION SPÉCIALE 'CLIMAT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE'

Président : M. André Flahaut

➤ **MARDI 14 DÉCEMBRE 2010**

Debriefing de la conférence des Nations Unies sur le climat de Cancún.

- Exposé du ministre du Climat et de l'Energie;
- Echange de vues.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Présidente : Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 14 DÉCEMBRE 2010**

Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 23 à 46, 51 et 52 à 65), n° 771/1.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.
- Exposé introductif du secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances.
- Une discussion a eu lieu. Sont intervenus : MM. Georges Gilkinet, Dirk Van der Maelen, Servais Verherstraeten, Jan Jambon, Olivier Henry et Mmes Muriel Gerkens, Veerle Wouters, Meyrem Almaci et Gwendolyn Rutten.
- Des amendements ont été déposés par M. Gilkinet et consorts, M. Verherstraeten et consorts, M. Van der Maelen, Mme Wouters et M. Goffin et consorts.
- L'amendement n° 14 a été retiré.
- Les amendements n°s 6 et 13 ont été adoptés.
- Les autres amendements ont été rejetés.
- Les articles 23 à 46, 51 et 52 à 65, tels qu'amendés, ont été adoptés.

➤ **MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 159 à 167), n° 771/1.

- Rapporteur : Mme Veerle Wouters.
- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles.
- Une discussion a eu lieu. Sont intervenus : MM. Steven Vandeput et Servais Verherstraeten.

- Les articles 159 à 167 ont été adoptés.

- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, tel qu'amendé, et y compris les corrections techniques d'ordre légistique, a été adopté par 9 voix contre 1 et 4 abstentions.

2. Projet de loi contenant le deuxième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010, n° 556/1.

3. Projet de loi contenant le troisième ajustement du Budget général des dépenses pour l'année budgétaire 2010, n° 557/1.

- La commission a décidé de joindre l'examen des 2 projets de loi.

- Rapporteur : M. Guy Coëme.

- Exposé introductif du vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles.

- Une discussion a eu lieu. Sont intervenus : MM. Hagen Goyvaerts, Hans Bonte, Georges Gilkinet, Steven Vandeput et Mme Maya Detiège.

- Des amendements (au projet n° 557/1) ont été déposés par M. Goyvaerts et Mme Pas.

- Ces amendements ont été rejetés.

- Les articles des deux projets de loi ont été adoptés.

- L'ensemble du projet de loi n°556/1 a été adopté par 14 voix contre 2.

- L'ensemble du projet de loi n° 557/1 a été adopté par 9 voix contre 2 et 4 abstentions.

4. Question de Mme Maya Detiège au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le problème des assurances lors d'interventions des services d'incendie" (n° 663).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Peter Logghe au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les emprunts hypothécaires d'une durée de 40 ans" (n° 1272).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

6. Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la commission de ruling" (n° 1081).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le service de ruling" (n° 1338).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les services des décisions anticipées" (n° 1422).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la directive sur la coopération administrative en matière de fraude fiscale" (n° 1450).

- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'accord intervenu au sein d'Ecofin concernant le projet de directive relatif à la coopération administrative entre les administrations fiscales" (n° 1553).

- Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le projet de directive approuvé le 7 décembre 2010 par le Conseil ECOFIN" (n° 1620).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les leçons à tirer du jugement intervenu ce 10 décembre dans l'affaire KB Lux et les suites à lui donner" (n° 1589).

- Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les leçons à tirer du jugement intervenu ce 10 décembre dans l'affaire KB Lux et les suites à lui donner" (n° 1594).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Georges Gilkinet au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la TVA sur les transactions uniques et la compensation de ses implications sur les finances régionales" (n° 1595).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Olivier Henry au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le futur jeu de la Loterie Nationale spécifique aux libraires" (n° 1612).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Servais Verherstraeten au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'assurance de solde restant dû pour les personnes présentant un risque de santé accru" (n° 1259).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le nombre de sociétés qui n'introduisent pas de déclaration fiscale" (n° 1491).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

13. Questions jointes :

- Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "un échange d'informations contenues dans la liste HSBC entre la France et la Belgique" (n° 1401).

- Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les renseignements sur des titulaires de comptes HSBC transmis par les autorités françaises à l'administration fiscale belge" (n° 1492).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

14. Questions jointes :

- Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les informations relatives à la fermeture de bureaux d'enregistrement" (n° 1470).

- Question de M. Theo Francken au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les informations relatives à la fermeture de bureaux d'enregistrement" (n° 1500).

- Question de M. Franco Seminara au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le projet de fermeture de certains bureaux d'enregistrement" (n° 1554).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

15. Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le statut des accueillantes d'enfants à domicile" (n° 1440).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

16. Question de M. Hans Bonte au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la condamnation de Citibank par le tribunal correctionnel de Bruxelles" (n° 1443).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

17. Question de M. Christian Brotcorne au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le régime fiscal des provisions techniques des entreprises d'assurance" (n° 1481).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

18. Question de M. Guy Coëme au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "une réforme éventuelle des intérêts notionnels" (n° 1569).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

19. Question de Mme Veerle Wouters au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "le délabrement du Jardin botanique de Meise" (n° 1633).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine réunion : mardi 21 décembre 2010.

Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 14 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 133 à 157), n° 771/1.

- Rapporteur : Mme Catherine Fonck.
- Exposé introductif du ministre des Pensions.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : Mmes Catherine Fonck, Valérie De Bue, Nahima Lanjri, Zoé Genot, Meryame Kitir et MM. David Clarinval et Yvan Mayeur.
- Les articles ont successivement été adoptés à l'unanimité.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 103 à 109, 115, 121 et 122), n° 771/1.

- Rapporteur : Mme Christiane Vienne.
- Exposé introductif de la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : Mmes Nadia Sminate, Meryame Kitir, Maggie De Block et M. Stefaan Vercamer.
- Les articles ont successivement été adoptés à l'unanimité.

3. Question de Mme Nadia Sminate à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "le travail volontaire pendant une période d'incapacité de travail" (n° 1611).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

4. Question de Mme Zuhail Demir à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, sur "les organes du service de contrôle administratif de l'INAMI" (n° 1614).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale, a répondu.

➤ **MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010**

1. Question de M. Stefaan Vercamer au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "les formulaires falsifiés en vue de l'obtention de la prime de fin d'année 2010 circulant dans le secteur du travail intérimaire" (n° 1367).

- Le secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

2. Question de Mme Nadia Sminate au secrétaire d'État à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et secrétaire d'État, adjoint au ministre de la Justice, sur "Salduz en de sociale inspectie" (n° 1631).

3. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 126 à 132), n° 771/1.

- Rapporteur : Mmes Catherine Fonck et Christiane Vienne.
- Exposé introductif du ministre.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu. Sont intervenus : Mmes Meryame Kitir, Zuhail Demir, Catherine Fonck, MM. Stefaan Vercamer, David Clarinval et Yvan Mayeur.
- Des amendements (n°s 1 à 20) ont été déposés par Mme Kitir et M. Bonte.
- Des amendements (n°s 21 à 26) ont été déposés par Mme Fonck.
- Les articles 126 à 132 ont été adoptés à l'unanimité.
- Les amendements 1 à 20 ont été rejetés.
- Les amendements 21 à 26 ont été adoptés à l'unanimité.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté à l'unanimité
- L'amendement n° 2 (renvoyé à la commission de la Santé publique) à l'article 115 (renvoyé à la commission des Affaires sociales) a été retiré.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Colette Burgeon à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'allongement du congé de maternité" (n° 479).
 - Question de Mme Gwendolyn Rutten à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'allongement du congé de maternité" (n° 492).
 - Question de Mme Nahima Lanjri à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la proposition du Parlement européen tendant à l'instauration obligatoire d'un congé de maternité de 20 semaines dans les États membres" (n° 559)
 - Question de Mme Zuhail Demir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la prolongation du congé de maternité" (n° 596).
- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

5. Question de M. Willem-Frederik Schiltz à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur « la génération perdue » (n° 1459).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, a répondu.

6. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "certains aspects du Mémorandum 2010 du Jclub qui regroupe les trois conseils de la jeunesse des trois Communautés de Belgique" (n° 278).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

7. Questions jointes :

- Question de Mme Meryame Kitir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la succession de comportements discriminatoires dans le secteur du travail intérimaire" (n° 461).
- Question de Mme Karolien Grosemans à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les discriminations dans le secteur du travail intérimaire" (n° 599).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

8. Question de Mme Zuhail Demir à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la déclaration de force obligatoire d'une CCT instaurant des échelles barémiques sur la base de l'expérience professionnelle" (n° 519).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

9. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "l'instauration de critères sociaux dans le cadre de l'octroi de marchés publics et de subventions" (n° 736).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

10. Question de M. Franco Seminara à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "les licenciements abusifs constatés dans certains magasins de la chaîne Lidl" (n° 739).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

11. Question de Mme Maggie De Block à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "des mesures contre les incidents liés à des injections" (n° 883).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

12. Question de Mme Miranda Van Eetvelde à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la concertation salariale" (n° 1036).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

13. Question de M. David Clarinval à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile, sur "la lutte contre la fraude sociale durant le week-end et les jours fériés" (n° 1175).

- La vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances, chargée de la Politique de migration et d'asile a répondu.

Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Présidente : Mme Sarah Smeyers

➤ **MARDI 14 DÉCEMBRE 2010**

1. Propositions jointes :

- Proposition de loi (Carina Van Cauter, Bart Somers, Sabien Lahaye-Battheu, Patrick Dewael) modifiant le Code de la nationalité belge afin de rendre l'acquisition de la nationalité belge neutre du point de vue de l'immigration, n° 476/1.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Gerald Kindermans, Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh, Liesbeth Van der Auwera, Stefaan Vercamer, Servais Verherstraeten) modifiant le Code de la nationalité belge, n°s 494/1 à 3.

Amendements de Mme Lanjri et consorts.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery, Miranda Van Eetvelde) modifiant le Code de la nationalité belge, n° 574/1.

- Proposition de loi (Jacqueline Galant, Denis Ducarme, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Corinne De Permentier, Damien Thiéry) modifiant le Code de la Nationalité, n°s 601/1 et 2.

Amendements de Mmes Galant et Marghem.

- Proposition de loi (Bert Schoofs, Hagen Goyvaerts, Gerolf Annemans, Alexandra Colen, Peter Logghe, Filip De Man, Guy D'haeseleer) instaurant le Code de la citoyenneté, n° 618/1.

- Proposition de loi (André Frédéric, Karine Lalieux, Linda Musin, Thierry Giet, Rachid Madrane, Valérie Déom, Özlem Özen) portant modification du Code de la Nationalité belge, n° 742/1.

(Continuation). (Rapporteur : M. Christian Brotcorne).

- Concernant la proposition de loi n° 476 et les amendements déposés à son sujet, la commission a décidé de demander l'avis écrit :

- du Centre pour l'Égalité des Chances et la lutte contre le Racisme ;

- du CIRé (Coordination et initiative pour les réfugiés et les étrangers) ;

- du collège des procureurs généraux ;

- du conseil des procureurs du Roi ;

- de la "Vlaamse Vereniging van Ambtenaren en Beambten van de Burgelijke Stand";

- de la "Vlaamse Vereniging van Steden en Gemeenten".

- Des amendements ont été déposés.

2. Proposition de loi (Sabien Lahaye-Battheu, Carina Van Cauter, Patrick Dewael) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne la comparution personnelle et la tentative de conciliation en cas de divorce, n° 756/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Sophie De Wit).

- Des amendements ont été déposés par Mme. Lahaye-Battheu qui ont été développés.

3. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 4 et 5), n° 771/1.

- Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke.
- Des amendements ont été déposés par M. Landuyt.
- La discussion des articles a eu lieu.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, inchangé, a été adopté par 8 voix contre 2 et 4 abstentions.

4. Projet de loi portant des dispositions diverses (II) (art. 1 à 29), n° 772/1.

- Rapporteur : M. Stefaan Van Hecke.
- Des amendements ont été déposés par Mme Becq et M. Giet et consorts.
- La discussion des articles a eu lieu.
- Les amendements (n°s 1 à 7) ont été adoptés.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, tel qu'amendé, a été adopté par 11 voix contre 1 et 1 abstention.

Prochaine réunion : mardi 21 décembre 2010.

Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. Ben Weyts

➤ **MARDI 14 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 1 à 3 et 20 à 22), n° 771/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Jacqueline Galant).

- Exposé introductif de la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques.
- Les articles 1 à 3 et 20 à 22 ont été successivement adoptés à l'unanimité.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 66 à 74), n° 771/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Jacqueline Galant).

- Exposé introductif de la ministre de l'Intérieur.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : MM. Peter Vanvelthoven, Eric Thiébaud, Jan Van Esbroeck et Mmes Myriam Delacroix-Rolin et Leen Dierick.
- Des amendements ont été déposés par M. Van Esbroeck et MM. Thiébaud, Somers et Mmes Galant, Dierick et Delacroix-Rolin.
- Les amendements n°s 2 et 3 ont été retirés.
- Les amendements n°s 1 et 4 ainsi que les articles 66 à 73, tels qu'amendés, ont été adoptés à l'unanimité.
- L'article 74 a été adopté par 8 voix et 4 abstentions.

➤ **MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010**

1. Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants de pays non membres de l'UE, n°s 443/1 à 4.

Amendements de Mmes Lanjri et Dierick et M. Verherstraeten, de Mme Galant et M. Ducarme, de MM. Madrane, Frédéric, Devin, Thiébaud, Francken, Mmes Fonck, Delacroix-Rolin, M. Dedecker, Mmes Genot, Brems et M. Somers.

- Proposition de loi (Bart Somers, Carina Van Cauter, Sabien Lahaye-Battheu, Gwendolyn Rutten) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne le regroupement familial de ressortissants de pays tiers, n° 475/1.

- Proposition de loi (Nahima Lanjri, Leen Dierick, Jef Van den Bergh) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les conditions dont est assorti le regroupement familial des ressortissants belges, n° 570/1.

- Proposition de loi (Karin Temmerman, Renaat Landuyt) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de supprimer les effets liés à la cohabitation légale en matière de droit de séjour, n° 595/1.

- Proposition de loi (Theo Francken, Sarah Smeyers, Daphné Dumery) modifiant, en ce qui concerne le regroupement familial, la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 596/1.

- Proposition de loi (Catherine Fonck, Myriam Delacroix-Rolin, Joseph George) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n°s 681/1 et 2.

- Proposition de loi (Rachid Madrane, André Frédéric, Laurent Devin, Eric Thiébaud, Yvan Mayeur) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, n° 689/1.

- Proposition de loi (Denis Ducarme, Jacqueline Galant, Daniel Bacquelaine, Marie-Christine Marghem, Damien Thiéry) modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en vue de modifier les conditions du regroupement familial pour les ressortissants de pays non membres de l'Union européenne, n° 757/1.

(Continuation, clôture et votes). (Rapporteurs : Mmes Leen Dierick et Catherine Fonck).

- La discussion des articles a été poursuivie. Sont intervenus : MM. Jean-Marie Dedecker, Rachid Madrane, Theo Francken, Denis Ducarme et Mmes Catherine Fonck, Nahima Lanjri, Zoé Genot, Eva Brems et Myriam Delacroix-Rolin.

- Des amendements ont été déposés par Mmes Fonck et Delacroix-Rolin.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 179 et 180), n° 771/1. (Continuation, clôture et votes). (Rapporteur : Mme Jacqueline Galant).

- Exposé introductif du secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de Migration et d'Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales.

- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Leen Dierick, Eva Brems, Myriam Delacroix-Rolin et MM. Bart Somers, Rachid Madrane et Theo Francken.

- Des amendements. (n°s 5 à 18) ont été déposés par M. Francken et Mmes Brems et Genot

- Les amendements n°s 13 à 16 ont été retirés.

- Des corrections techniques ont été apportées.

- Tous les amendements ont été rejetés
- Les articles ont été successivement adoptés.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, ainsi corrigé, a été adopté par 9 voix et 5 abstentions.

3. Projet de loi portant des dispositions diverses (II) (art. 30 à 42), n° 772/1.

- Rapporteur : Mme Leen Dierick.
- Exposé introductif du secrétaire d'Etat au Budget, à la Politique de Migration et d'Asile, à la Politique des Familles et aux Institutions culturelles fédérales.
- La discussion a eu lieu. Sont intervenus : Mmes Leen Dierick, Eva Brems, Myriam Delacroix-Rolin et M. Theo Francken sont intervenus.
- Des amendements ont été déposés par M. Francken, Mmes Brems et Genot et MM. Madrane, Devin, Collard, Somers, Mmes Galant, Temmerman, Dierick et Delacroix-Rolin.
- Des corrections techniques ont été apportées.
- Tous les amendements ont été rejetés à l'exception de l'amendement n°3 qui a été adopté par 10 voix contre une et 4 abstentions.
- Les articles ainsi amendés ont été successivement adoptés.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, ainsi amendé et corrigé, a été adopté par 10 voix contre une et 4 abstentions.

Prochaine réunion : mardi 21 décembre 2010.

Questions européennes et Relations extérieures

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS FÉDÉRAL CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : MM. André Flahaut et Philippe Mahoux (S) et François-Xavier de Donnea

➤ **MARDI 14 DÉCEMBRE 2010**

Réunion commune avec la commission homologue du Sénat.

Exposé du premier ministre sur l'ordre du jour du Conseil européen des chefs d'Etat et de gouvernement des jeudi 16 et vendredi 17 décembre 2010 à Bruxelles.

- Echange de vues.

- Sont intervenus: MM. Bruno Tuybens, Peter Luykx, Peter Van Rompuy (Sén.), Bruno Tobback, François-Xavier de Donnea, Mme Olga Zrihen (Sénat) et MM Karl Vanlouwe (Sén.), et Richard Miller (Sén.).

Prochaine réunion : mardi 21 décembre 2010.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : M. Hans Bonte

➤ **MARDI 14 DÉCEMBRE 2010**

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Catherine Fonck, David Clarinval, Katrin Jadin) visant à abroger l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, n°s 429/1 à 3.
- Proposition de loi (Marie-Claire Lambert, Colette Burgeon, Franco Seminara, Yvan Mayeur) abrogeant l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, n° 446/1.
- Proposition de loi (Muriel Gerkens, Zoé Genot, Thérèse Snoy et d'Oppuers) abrogeant l'arrêté royal du 20 juin 2005 fixant les critères et les modalités de sélection des kinésithérapeutes agréés qui obtiennent le droit d'accomplir des prestations qui peuvent faire l'objet d'une intervention de l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, n° 466/1.
(Continuation). (Rapporteur : Mme Valérie De Bue).

Auditions :

- M. Karel Vermeylen, président de la commission de planification;
- M. Luc Lemense, président, et M. Simon D'Hooge, secrétaire général d'Axxon;
- Professeur Rik Gosselink, KUL, président de l'OVUNHOKI - Organe de concertation universités et hautes écoles;
- Professeur Patrick Willems (UCL) et M. François Gruwez (haute école Parnasse-Deuxallice).

➤ **MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 158), n° 771/1.

Proposition de loi jointe :

- Proposition de loi (Yvan Mayeur, Marie-Claire Lambert) modifiant la loi du 2 avril 1965 relative à la prise en charge des secours accordés par les centres publics d'action sociale, n° 597/1.
- Rapporteur : M. Manu Beuselinck.
- La discussion a été clôturée.
- L'article 158 a été adopté par 11 voix contre 1 et 4 abstentions.
- La proposition de loi 597 devient dès lors sans objet.

(En réunion commune avec la commission Affaires sociales du Sénat)

2. Rapport bisannuel du Service de lutte contre la pauvreté :

- Exposé introductif du secrétaire d'Etat à l'Intégration sociale et à la Lutte contre la pauvreté, adjoint à la ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargée de l'Intégration sociale.
- Exposé introductif de Mme Françoise De Boe, coordinatrice du Service de lutte contre la pauvreté, la précarité et l'Exclusion sociale.
- Echange de vues.

- Rapporteurs : Mmes Thérèse Snoy et d'Oppuers et Cindy Fransen (Sén)

3. - Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 75 à 81), n° 771/1.

- Rapporteur : M. Manu Beuselinck.
- Un amendement (n° 3) a été déposé par Mme Snoy et d'Oppuers.
- La discussion a été clôturée.
- L'amendement n° 3 a été adopté.
- Les articles 75 à 81, tels qu'amendés, ont été adoptés.

- Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 110 à 114, 116 à 120 et 123 à 125), n° 771/1.

- Rapporteur : M. Manu Beuselinck.
- Des amendements (n°s 4, 5 et 6) ont été déposés par Mme Lambert et consorts.
- La discussion a été clôturée.
- Les amendements n°s 4, 5 et 6 ont été adoptés.
- Les articles 110 à 114, 116 à 120 et 123 à 125, tels qu'amendés, ont été adoptés.
- L'ensemble des dispositions soumises à la commission, tel qu'amendé et y compris des corrections techniques d'ordre légistique, a été adopté par 15 voix et une abstention.

4. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Theo Francken, Daphné Dumery, Manu Beuselinck) modifiant la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, n° 677/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.
- Exposé introductif de Mme Sarah Smeyers.

5. Proposition de loi (Thierry Giet, Nahima Lanjri, Catherine Fonck, Özlem Özen, Rachid Madrane, Valérie Déom, Yvan Mayeur) modifiant, en ce qui concerne les astreintes, la loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile et de certaines autres catégories d'étrangers, n° 755/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.
- Exposé introductif de M. Thierry Giet.

6. Proposition de résolution (Zoé Genot, Eva Brems, Muriel Gerken, Wouter De Vriendt) relative à la crise de l'accueil des demandeurs d'asile, n° 57/1.

- Rapporteur : M. Franco Seminara.
- Exposé introductif de Mme Zoé Genot.

Prochaine réunion : vendredi 17 décembre 2010.

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Présidente : Mme Maggie De Block

➤ **MARDI 14 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I), n°s 771/1 et 3.
Amendements n°s 1 à 4 de Mme De Block et consorts.

- Rapporteur : M. Jef Van den Bergh.
- Les amendements ont été adoptés.

2. Question de M. Christophe Bastin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les problèmes récurrents sur le réseau ferroviaire belge” (n° 923).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la capacité réduite de la SNCB” (n° 1591).
- Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le nombre record de plaintes à la SNCB et la nouvelle desserte ferroviaire” (n° 1608).
- Question de Mme Ine Somers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la baisse de ponctualité des trains” (n° 1615).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les projets de vente de la division SNCB Logistics” (n° 1195).
- Question de M. David Geerts à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’augmentation de capital de la SNCB-Holding au profit de SNCB Logistics” (n° 1356).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Peter Vanvelthoven à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la situation dans le dossier du ‘Rhin de fer’” (n° 1014).
- Question de M. Peter Luykx à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’étude de faisabilité d’Infrabel sur le désenclavement ferroviaire du Nord-Limbourg” (n° 1057).
- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les subsides européens affectés au Rhin de fer” (n° 1136).
- Question de M. Jef Van den Bergh à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le dossier du Rhin de fer et le désenclavement de la Campine et du Nord-Limbourg” (n° 1303).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

6. Question de Mme Rita De Bont au secrétaire d'État à la Mobilité, adjoint au premier ministre, sur "le pont ferroviaire de Hoves" (n° 1250).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

7. Question de M. Tanguy Veys à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les systèmes de sécurité du RER" (n° 1607).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

8. Question de Mme Karin Temmerman à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les trains de voyageurs sur la ligne 204" (n° 155).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

9. Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "l'augmentation du nombre d'usagers du rail en Belgique" (n° 395).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

10. Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la formation des conducteurs de train" (n° 397).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

11. Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la promotion interne des agents SNCB" (n° 398).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

12. Question de Mme Kattrin Jadin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "le bilinguisme des agents SNCB en région frontalière" (n° 399).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

13. Question de Mme Karin Temmerman à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "la suppression de la brigade spéciale de contrôle (BSC) à Termonde, Louvain, Ath, Tournai et Ottignies" (n° 625).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

14. Question de Mme Özlem Özen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les difficultés des postiers de plus de 50 ans" (n° 657).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

15. Questions jointes :

- Question de M. Anthony Dufrane à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur "les effets des lois linguistiques pour les recrutements au sein du Groupe SNCB" (n° 700).

- Question de M. Karel Uyttersprot à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’application de la législation linguistique à la SNCB” (n° 1108).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

16. Questions jointes :

- Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la suppression d’une correspondance en gare de La Louvière-Sud à la suite de l’entrée en vigueur des nouveaux horaires de la SNCB” (n° 735).

- Question de Mme Maggie De Block à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les problèmes auxquels se voient confrontés certains travailleurs à la suite de l’entrée en vigueur des nouveaux horaires de la SNCB” (n° 887).

- Question de Mme Colette Burgeon à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les problèmes de correspondance en gare de La Louvière-Sud à la suite de l’entrée en vigueur des nouveaux horaires de la SNCB” (n° 928).

- Question de Mme Catherine Fonck à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’augmentation du temps de trajet pour les navetteurs de la Région du Centre” (n° 1466).

- Question de M. Laurent Devin à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’augmentation du temps de trajet pour les navetteurs de la Région du Centre à la suite des modifications horaires de la SNCB” (n° 1574).

- Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “les nouveaux horaires de la SNCB” (n° 1618).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

17. Questions jointes :

- Question de M. Ronny Balcaen à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la grève chez Brink’s et le non-paiement des pensions” (n° 777).

- Question de Mme Sonja Becq à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’assignation postale pour les pensions” (n° 778).

- Question de M. Bert Maertens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le paiement des pensions dans les bureaux de poste à la suite de la grève chez Brink’s” (n° 1426).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

18. Question de Mme Thérèse Snoy et d’Oppuers à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “le dispositif mis en place par la SNCB à Bierges, pour Halloween avec la société Walibi” (n° 860).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

19. Question de M. Steven Vandeput à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la récente campagne d’affichage de la CGSP-Cheminots” (n° 880).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

20. Question de M. Bert Maertens à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “l’occupation de l’aire de stationnement de la gare de Harelbeke par des tziganes” (n° 922).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

21. Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques sur “la ponctualité des trains sur la ligne Courtrai-Zottegem-Bruxelles” (n° 1351).

- La ministre de la Fonction publique et des Entreprises publiques a répondu.

➤ **MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I), n°s 771/1 et 3.
Amendements n°s 5 et 6 de Mme De Block et consorts.

- Rapporteur : M. Jef Van den Bergh.
- Les amendements ont été adoptés par 9 voix et 1 abstention.

2. Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 82 à 102), n° 771/1.

- Les articles 82 à 88, inchangés, ont été adoptés à l’unanimité.
- Un amendement (n° 7) à l’article 89 a été déposé par Mme Jadin.
- Cet amendement ainsi que l’article 89, tel qu’amendé, ont été adoptés à l’unanimité.
- Les articles 90 à 100, inchangés, ont été adoptés à l’unanimité.
- Les articles 101 et 102, inchangés, ont été adoptés par 10 voix et 1 abstention.

3. Projet de loi portant des dispositions diverses (II) (art. 43 à 45), n°. 772/1.

- Les articles 43 à 45, inchangés, ont été adoptés à l’unanimité.
- L’ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 10 voix et 1 abstention.

Dépenses électorales

COMMISSION DE CONTRÔLE DES DÉPENSES ÉLECTORALES ET DE LA COMPTABILITÉ DES PARTIS POLITIQUES

Présidents : MM. André Flahaut et Danny Pieters (Sén).

➤ **MARDI 14 DÉCEMBRE 2010**

1. Examen des rapports financiers sur la comptabilité des partis politiques et de leurs composantes (exercice 2009), n°s 52 2592/1 et 2. (Continuation et éventuellement votes (1)).
(Rapporteurs : MM. Philippe Mahoux (S) et Bart Tommelein (S)).

- Douze des treize rapports financiers examinés ont été approuvés à l’unanimité.

2. Contrôle des dons enregistrés de 125 euros et plus qui ont été faits en 2009 par des personnes physiques à des partis politiques et leurs composantes, des listes, des candidats et des mandataires politiques. (Continuation). (Rapporteurs : Mme Gwendolyn Rutten et M. Joseph George).

- La procédure de contrôle a été clôturée.

3. Examen des rapports des présidents des bureaux principaux de circonscription et de collège sur les dépenses électorales et l'origine des fonds des partis politiques et des candidats individuels pour les élections des Chambres fédérales du 13 juin 2010. (Continuation). (Rapporteurs : Mme Veerle Wouters et Mme Zoé Genot).

- L'avis de la Cour des comptes a été communiqué aux membres de la commission de contrôle.

4. Examen des notes de synthèse déposées en application de l'article 4bis de la loi du 4 juillet 1989 relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des Chambres fédérales, ainsi qu'au financement et à la comptabilité ouverte des partis politiques.

- Avis à rendre par la Commission de contrôle.

- La commission de contrôle a émis un avis.

5. Evaluation de la loi du 4 juillet 1989 - Proposition de constituer un groupe de travail.

- Le groupe de travail "Partis politiques" est à nouveau constitué.

Police et Renseignements

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION SPÉCIALE CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT PARLEMENTAIRE DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE POLICE ET DE LA COMMISSION CHARGÉE DE L'ACCOMPAGNEMENT DU COMITÉ PERMANENT DE CONTRÔLE DES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS ET DE SÉCURITÉ (SÉNAT)

Présidents : MM. André Flahaut et Danny Pieters (Sén)

➤ MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010

Examen du Rapport d'Activités 2009 et du Rapport de l'observatoire 2009 du Comité permanent P.

- Rapporteurs : MM. Koenraad Degroote et Philippe Mahoux (Sén).

- Les membres du Comité P ont exposé les lignes de force de leur rapport annuel 2009.

- Les membres ont posé des questions.

Emancipation sociale

COMITÉ D'AVIS POUR L'EMANCIPATION SOCIALE

Présidente : Mme Valérie Déom

➤ **MERCREDI 15 DÉCEMBRE 2010**

1. Discussion sur la lutte contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes :

- Proposition de loi (Sonja Becq, Leen Dierick, Stefaan Vercamer, Nahima Lanjri) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes, n° 237/1.

- Proposition de résolution (Valérie Déom, Colette Burgeon, Özlem Özen, Olivier Henry) visant à lutter contre l'écart salarial entre les femmes et les hommes à travers l'utilisation de systèmes analytiques de classification de fonctions sexuellement neutres, n° 512/1.

- Proposition de résolution (Valérie De Bue, David Clarinval, Corinne De Permentier, Katrin Jadin, Jacqueline Galant, Denis Ducarme) visant à lutter contre l'écart salarial entre les hommes et les femmes, n° 621/1.

- Proposition de loi (Maya Detiège, Hans Bonte, Meryame Kitir, Bruno Tuybens, Renaat Landuyt, Myriam Vanlerberghe, Ann Vanheste, Dirk Van der Maelen, Peter Vanvelthoven) relative à l'égalité salariale entre les hommes et les femmes, entre les travailleurs allochtones et autochtones et entre les travailleurs atteints d'un handicap et les travailleurs sans handicap, n° 626/1.

- Proposition de loi (Valérie Déom, Özlem Özen, Olivier Henry, Guy Coëme) modifiant l'arrêté royal du 30 janvier 2001 portant exécution du Code des sociétés, n° 740/1.
(Rapporteur : Mme Annick Van Den Ende).

- Audition de Mme Françoise Goffinet (Institut pour l'Égalité des Femmes et des Hommes).

- L'exposé de Mme Françoise Goffinet a été suivi d'un échange de vues.

2. Ordre des travaux.

- La commission a décidé d'organiser d'autres auditions en janvier 2011.

Prochaine réunion : mercredi 12 janvier 2011.

Commission parlementaire de concertation

COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. André Flahaut et Danny Pieters (S)

➤ **JEUDI 16 DÉCEMBRE 2010**

1. Projet de loi portant des dispositions diverses (I), n° 53-771/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

Groupe de travail “Equilibre linguistique à l’armée”

GROUPE DE TRAVAIL CHARGÉ DE L’EXAMEN DE L’ÉQUILIBRE LINGUISTIQUE À L’ARMÉE

➤ **JEUDI 16 DÉCEMBRE 2010**

Ordre des travaux.

- M. Bert Maertens a été nommé comme président.
- MM. Gerald Kindermans et Patrick Moriau ont été nommés comme rapporteurs.
- Un échange de vues a eu lieu. Sont intervenus : MM. Patrick Dewael, Bert Maertens, Denis Ducarme, Philippe Blanchart, Wouter De Vriendt et Gerald Kindermans.
- Le groupe de travail a fixé la liste des personnes à auditionner.

Défense nationale

COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE

Président : M. Filip De Man

➤ **JEUDI 16 DÉCEMBRE 2010**

Projet de loi portant des dispositions diverses (I) (art. 6 à 8), n° 771/1.
(Continuation, clôture et votes (à 14 heures)). (Rapporteur : M. Wouter De Vriendt).

- La discussion générale a été clôturée. M. Wouter De Vriendt est intervenu.
- Les articles 6 à 8 ont été adoptés.
- L’ensemble des dispositions soumises à la commission a été adopté par 13 voix et 1 abstention.
- Des corrections techniques d’ordre légistique seront apportées au texte adopté.

Prochaine réunion : mercredi 12 janvier 2011.